



Japon-France : un journaliste japonais démontre les similitudes mensongères du lobby nucléaire entre les deux pays et alerte la population française

Par [Kolin Kobayashi](#) et [Coordination anti-nucléaire Sud-Est](#)

Mondialisation.ca, 06 juillet 2018

coordination-antinucleaire-sudest.net 28

juin 2018

Région : [Asie](#), [L'Europe](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

Kolin Kobayashi, journaliste japonais correspondant du « Days Japan » et basé à Paris, est venu à plusieurs reprises dans le sud-est de la France, notamment à Avignon pour enquêter sur les raisons de la lutte des militants antinucléaires du CAN84. D'autres journalistes japonais du « Asahi Shimbun » ont pu découvrir, dès le lendemain de la catastrophe atomique de Fukushima-Daïchi de mars 2011, et pilotés sur place par nos compagnons Jean et Victor, le site nucléaire du Tricastin. Les japonais alertent les français : « vous allez subir la même catastrophe atomique et vos dirigeants vous mentiront pareillement, réagissez, évitez l'horreur, arrêtez le nucléaire immédiatement ».

Il ne s'agit pas d'idéologie mais bien de pragmatisme, de la réalité infligeant un cinglant camouflet au dogmatisme atomique. L'horreur nucléaire est au coeur même de la France, sournoise au quotidien par les atteintes radioactives sur la santé et la vie de la population, démoniaque et d'ampleur nationale et européenne par l'explosion inéluctable d'une centrale atomique tricolore. Il ne s'agit pas de catastrophisme mais de rationalité, de données tangibles et incontournables contre lesquelles aucun ingénieur, aucun expert, aucun pilote ne pourra se dresser.

L'exemple du Japon et de Fukushima-Daïchi, pays hautement techniciste comme la France, est emblématique de la catastrophe qui vient. Le journaliste japonais résidant en France, Kolin Kobayashi, spécialiste des questions nucléaires et des stratégies gouvernementales, engagé dans la lutte contre la folie nucléariste, nous alerte : « *vous allez subir la même catastrophe atomique que nous au Japon. Vos dirigeants vous mentiront pareillement pour vous endormir en vous assurant qu'ils maîtrisent la situation. Ne les croyez pas, ils méprisent vos vies. Réagissez, évitez l'horreur, arrêtez le nucléaire immédiatement* » .

Nous reproduisons, avec l'autorisation du collectif Ballast né en novembre 2014, l'entretien inédit que Kolin Kobayashi a accordé à la revue et au site internet de « Ballast » (*)



L'ancien Premier ministre japonais [Naoto Kan](#) a fait savoir qu'il s'était aperçu, au lendemain de l'explosion de la centrale, que le secrétaire général de l'agence de sûreté nucléaire n'était pas un « spécialiste de l'énergie nucléaire » mais un économiste ! Une métaphore à valeur globale ?

Oui. La situation était réellement chaotique car les autorités japonaises n'étaient pas du tout prêtes à affronter un accident nucléaire majeur. Le gouvernement ne pouvait pas imaginer un accident de l'ampleur de Tchernobyl. Ils n'ont pas su gérer la situation et je crois que rien n'a changé, jusqu'à aujourd'hui. La situation est la même ! C'est de toute façon ingérable, un accident de cet ordre. Mais le lobby nucléaire international essaie de montrer qu'il est capable de prendre en main un accident nucléaire et en parle comme s'il s'agissait d'un risque *naturel* à gérer, à l'instar d'un typhon ou d'un séisme. L'accident nucléaire majeur est compté parmi ces risques ; un parmi d'autres, en somme : ça, c'est le discours officiel. Mais c'est incomparable ! Deux ans après le 11 mars 2011, dans la ville de Sendai, un [grand Symposium international](#) a été mis en place avec les organisations onusiennes. Malgré le fait qu'il s'agisse d'un accident qui nous laisse encore aujourd'hui dans un état d'urgence, ils n'ont absolument pas parlé de Fukushima. C'est incroyable, n'est-ce pas ?

Quelle est la situation des 130 000 personnes déplacées au Japon à cause de la situation nucléaire, et qu'on invite à revenir ?

« Le lobby nucléaire international essaie de montrer qu'il est capable de prendre en main un accident nucléaire et en parle comme s'il s'agissait d'un risque naturel à gérer. »

On a 100 000 personnes qui sont déplacées à l'intérieur et à l'extérieur du département de Fukushima. Pour quelles raisons les autorités japonaises décident-elles de faire revenir ces réfugiés ? C'est un problème social et économique extrêmement important. Ils menacent de couper les subventions aux réfugiés qui sont partis ailleurs et qui ne reviendraient pas. Les autorités essaient de dire : finalement, les conséquences radioactives ne sont pas si importantes que ça, vous pouvez revenir, il faudra juste faire attention à ne pas manger d'aliments contaminés, à ne pas passer dans tels ou tels quartiers un peu contaminés ; ainsi, vous pourrez continuer à vivre. Mais la population [vivait majoritairement de la terre](#) ; les gens étaient paysans et agriculteurs, le département était l'un des plus importants centres agricoles... Il y a le village d'Iitate : c'était un foyer de l'agriculture biologique ! Juste après l'accident, tout a été contaminé. Un documentaire est d'ailleurs consacré à cette question : *Iitate, chronique d'un village contaminé*, du réalisateur Doi Toshikuni. On ne peut pas nettoyer la forêt, la montagne ou les champs ; on ne peut pas tout raser, soulever 30

centimètres de terre et la mettre ailleurs. Alors on nettoie un peu comme ça, à la manière d'une salutation diplomatique, mais pas plus.

C'est une manière pour le gouvernement de minimiser la catastrophe ?

Bien sûr. Il ne faut pas laisser paniquer la population et de ne pas créer une crise économique.

Cela prend-il auprès de la majorité de la population ?

Il y a quelques agriculteurs particulièrement attachés à leur terroir. Certains, désespérés, se sont suicidés. D'autres essaient de collaborer avec des scientifiques afin de minimiser la contamination radioactive et remettre leurs champs en état. Des agriculteurs âgés ne peuvent plus vivre dans une maison préfabriquée d'en moyenne 29,7 m² prêtée par l'État ; ils sont tellement traumatisés... Ceux qui avaient des maisons de famille appartenant à leurs parents, à leurs grands-parents, accueillant leurs enfants et petits enfants, ceux-là se retrouvent tous dans un foyer. Résignés et conscients que, même atteints de maladies cancérogènes dues à la radioactivité, ils n'ont plus longtemps à vivre. Ceux-là se résignent, et reviennent.



Sanglier errant dans la ville irradiée désertée de Namie, photo Toru Hanai

Ils savent qu'ils ne vont pas donc léguer ces terres à leur famille.

La majorité des agriculteurs, conscients de tout cela, savent très bien qu'après leur génération, ce sera terminé. Les jeunes ne reviendront plus.

Que peuvent-ils transmettre aux générations futures ?

Les jeunes ont peur de subir la contamination et les familles avec enfants ne veulent pas revenir. Alors les villages, même s'ils étaient déjà petits — 6 000 personnes vivaient à l'époque avant l'accident, 400 maintenant —, sont constitués en majorité d'une population de personnes de plus de 65 ans qui, une fois morts, n'auront personne derrière eux. [Hasegawa Kenichi](#) était fermier ; il a choisi de revenir avec sa mère de plus de 80 ans atteinte de la maladie d'Alzheimer pour continuer à vivre ailleurs que dans une baraque préfabriquée. Il est tout à fait conscient que son village et sa maison sont complètement contaminés. Mais il s'y est résigné. C'est assez tragique.

Comment gérer cette contradiction centrale entre l'urgence sécuritaire de la centrale et la protection des travailleurs livrés à son exposition ?

« Il est tout à fait conscient que son village et sa maison sont complètement contaminés. Mais il s'y est résigné. »

En réalité, ils ne les protègent pas. L'efficacité économique est prioritaire. Les travailleurs qui sont dans des zones d'irradiations fortes, des zones à risques, ne sont pas les salariés officiels de [TEPCO](#) [*multinationale japonaise et, avant sa nationalisation, plus grand producteur privé mondial d'électricité, ndlr*] : on fait appel à des sous-traitants. En France également, il y a des salariés « officiels » qui ne vont pas — sauf cas exceptionnels — dans des endroits dangereux. Au Japon, il y a dix étages de sous-traitance. TEPCO demande à une société générale de gérer l'ensemble des étages. Et, au final, l'entreprise qui se trouve au dernier étage n'a aucun contact avec TEPCO. La gestion et le contrôle de la santé des travailleurs qui travaillent actuellement à Fukushima Daiichi — 6 000 personnes, tous les jours ! — ne sont aucunement rationnels ni convaincants. Personne ne prend en charge cela.

Sont-ils soutenus par des organisations syndicales ?

Les syndicats officiels liés à Tepco sont complètement pro-nucléaires — comme ici, en France. Le syndicalisme existe peu dans des entreprises de moins de 50 personnes. Il y a bien une association de soutien aux travailleurs nucléaires (il s'agit en fait de plusieurs associations regroupées pour former une association solide¹) qui entre en contact avec eux et leur fournit un carnet pour documenter leur carrière, dans lequel ils doivent reporter les postes qu'ils ont occupés, pendant combien de temps, à quels endroits ils sont passés, combien de doses reçues, etc. Ce carnet est utile pour archiver leur état de santé. Normalement, c'est aux autorités japonaises de le fournir à tous les travailleurs, même à ceux qui ne travailleront que dix jours : c'est utile sur le long terme. On sait que certains cancers se déclarent au bout de 30 ans ; après Hiroshima, des cancers liés aux radiations se sont déclarés après un demi-siècle.

Il n'y a pas d'examens médicaux obligatoires ?



L'association propose ce carnet déclaratif car les patrons des petites entreprises sous-traitantes demandent aux travailleurs temporaires de ne pas révéler les doses réelles reçues. Les salariés le savent, et savent aussi qu'en déclarant le chiffre de doses réelles ils ne pourront pas travailler le jour suivant — puisque son seuil de radiation est dépassé. L'exposition va dépendre des zones où ils seront envoyés. Si untel est envoyé dans une zone très contaminée, il pourra travailler d'une traite seulement une heure, voire dix minutes par jour ; d'autres, qui font des travaux de décontamination dans les villages, peuvent travailler plus longtemps. Ils doivent faire des coupures plus ou moins contrôlées. Ceux qui ont besoin d'argent, comme les travailleurs journaliers, camouflent et magouillent donc les chiffres. Vous avez dû entendre parler des mafieux japonais, les Yakuza, qui

démarchent pour trouver des travailleurs précaires prêts à mourir...

Ces travailleurs se déclarent « prêts à mourir » ?

« Ceux qui ont besoin d'argent, comme les travailleurs journaliers, camouflent et magouillent donc les chiffres. »

Non, mais ils savent que c'est un risque à prendre. Ce sont des travailleurs précaires qui s'entassent dans certains quartiers populaires et cherchent tous les jours du travail. Ces gens-là sont malades physiquement ; les missionnaires de sous-traitants, les Yakuzas, proposent beaucoup d'argent contre le fait d'être « prêts à mourir ».

L'opinion publique japonaise est-elle correctement informée du sort des travailleurs du nucléaire ?

Officiellement parlant, les Japonais ne sont de toute façon pas informés ; ça reste une zone invisible, sauf pour les militants, les chercheurs et ceux qui s'intéressent d'eux-mêmes à ces problèmes. Le reste de la population n'est pas au courant. Mais des scandales éclatent parfois ça car cela concerne également les Yakuzas et les embauches illégales, sans fiches de salaire officielles, etc. Cela reste de l'ordre du fait divers social, comme il y en a tous les jours : ça passe et on oublie.

Un fait divers et jamais un problème économique et structurel ?

Voilà.

À combien s'élèvent les salaires proposés aux travailleurs ?

C'est flou. La société qui embauche prélève une marge salariale : au bout des dix étages, la marge prélevée devient importante et le salarié touche à peine plus que le SMIC². L'État avait promis une subvention spéciale pour les travailleurs du nucléaire mais cet argent a été totalement absorbé par les entreprises. C'est illégal. Une prime qui dépendait de l'endroit où travaillait la personne (700 à 800 euros par mois).



Élimination des sangliers contaminés autour de la ville irradiée désertée de Namie, photo Toru Hanai

L'État japonais s'est donc servi de l'argent des impôts pour engraisser des entreprises sous-traitantes et sous-payer des individus ?

Oui.

Sans mouvement de contestation ?

C'est comme en France ! La grande majorité des gens sont pris en otage par cette idée reçue que, sans le nucléaire, notre vie et notre civilisation moderne ne fonctionnera plus, qu'il n'y aura pas assez d'énergie pour les hôpitaux, les écoles...

Le Japon avait réagi en fermant, pour un temps, toutes les centrales...

Avant cela, le Japon était couvert par le nucléaire à hauteur de 35 %. On est loin des 75 % de la France. Il est plus facile de le convertir en électricité conventionnelle, fioul, charbon, hydro-énergie...

Quels liens économiques existent entre l'ingénierie française et japonaise ?

« Le nucléaire civil et le nucléaire militaire sont le recto-verso d'une pièce de monnaie : il n'y a pas de différence, c'est une continuité. »

Le Japon avait depuis le début des années 1970 une convention de coopération avec la France. S'y échangent des savoirs-faire, notamment au sujet des réacteurs. Les Japonais travaillent bien davantage avec l'ingénierie américaine mais le lobby industriel nucléaire français a commencé à être plus présent — notamment sur la question du retraitement. Il y a une usine de retraitement au Japon, celle de [Rokkasho](#), qui est entièrement de technologie française. C'est pour ça qu'Areva y était présent : pour échanger mutuellement des technologies. Il y a un lien fort actuellement parce que le Japon veut conquérir la potentialité du nucléaire militaire pour être élu comme membre du Conseil de sécurité. Sans tête nucléaire, on est balayés ! Les membres du club sont liés au nucléaire, donc ce sont des liens forts. Actuellement, [ASTRID](#) est un nouveau projet de quatrième génération des réacteurs ; c'est le prolongement de [Superphénix](#). C'est une invention franco-japonaise. Les Japonais avaient un surgénérateur de prototype [Monju](#) qui a raté — comme Superphénix —, mais ils veulent continuer d'investir.

Superphénix était supposé recycler le nucléaire appauvri utilisé par les centrales principales pour recréer de l'énergie...

Ils fabriquent des combustibles [Mox](#) en mélangeant du plutonium puis recyclent à chaque fois ce plutonium pour refabriquer du Mox et en remettre dans le réacteur. Ça, c'était le plan écrit sur la table. Mais ça ne fonctionne pas ! En France, c'est aussi un problème puisque Superphénix ne marche plus. On n'a plus besoin de faire un retraitement. La raison d'être de [l'usine de la Hague](#) est remise en cause. Que faire, alors ? Pour le lobby industriel nucléaire, il faut avancer dans cette direction en disant que le plutonium n'est, au fond, pas destiné au nucléaire militaire mais sera utilisé pour la paix ! Le nucléaire civil et le nucléaire militaire sont le recto-verso d'une pièce de monnaie : il n'y a pas de différence, c'est une continuité. Le premier réacteur nucléaire inventé pour faire des bombes atomiques françaises a été développé, non démocratiquement, sur l'usage civil de toutes les centrales nucléaires. Puis les Français ont expérimenté le type américain, pour revenir à leur propre technologie. Malgré les différences techniques entre nucléaire militaire et civil, ils reposent sur le même principe : la fission est contrôlée dans une centrale alors qu'on laisse volontairement dépasser une masse critique dans une bombe atomique.



Photo Christopher Furlong

On parle d'un élément chimique plus accessible que l'uranium, le [thorium](#), comme d'un possible « nucléaire propre » et plus éthique. Qu'en est-il ?

Il est dit qu'avec le thorium il y aurait moins de pollution. Mais il y a toujours un déchet qui reste et on n'a pas de solution pour le déchet du thorium ! C'est comme à [Bure](#), où l'on enfouit des déchets à 500 mètres en sous-sol. Mais imaginons que des tunnels se cassent, qu'il y ait des explosions (comme ce fut le cas [aux États-Unis](#) il y a 60 ans, et on n'en parle pas) qui génèrent une grande contamination... La question du déchet nucléaire reste la plus importante car elle est sans solution. Le Japon est un pays tellement sismique qu'il n'y a pas d'endroit solide pour cacher de tels déchets ! Ce n'est pas comme [en Finlande](#). Et si le magma de notre planète bouge... Pour le moment, n'ayant pas vraiment de solution, la plus raisonnable reste de stocker à la surface et de surveiller.

En 2015, on dénombrait 700 000 tonnes de déchets nucléaires autour de la centrale de Fukushima Daiichi...

« Dans un pays libéral et capitaliste comme le Japon, comment voudriez vous embaucher 800 000 personnes pour faire un sarcophage autour de trois réacteurs ? »

On se trouve dans une situation très précaire. Dans les trois premiers réacteurs de Fukushima Daiichi, il y a des piscines au sommet des bâtiments. C'est une construction de style américaine : ils n'ont pas créé une structure adaptée à un pays comme le Japon. Après le séisme, l'étanchéité des piscines s'est fragilisée. Et il y a 1 500 blocs de combustibles qui sont stockés et dont on ne sait pas quoi faire. Il aurait fallu creuser un trou et les mettre dans le sol, dans un endroit sûr, mais l'accident de Fukushima a généré une radioactivité si forte qu'on n'a pas encore de robot capable d'effectuer ces tâches — et de loin ! Les travailleurs du nucléaire ne peuvent pas aller dans ces zones : on ne peut rien y faire. En cas de nouveau séisme à cet endroit, il faudra, comme le disait Naoto Kan, évacuer les populations de la région de Fukushima et de celle de Tokyo. Comment ferait-on, techniquement et économiquement ?

Pourtant, un autre séisme est annoncé dans les vingt ans à venir...

On vit vraiment dans la folie... On n'en parle pas ; autrement, on serait paniqués. À Fukushima Daiichi, la radioactivité continue de se diffuser car il n'y a pas de confinement. Ce qui a été accompli à Tchernobyl l'a été au détriment de combien de travailleurs morts ? Entre 500 000 et 800 000 personnes ont travaillé et sont mortes ou tombées gravement

malades pour cimenter. Et soyons clair : c'est grâce à eux que l'Europe a été sauvée ! Mais c'était l'époque de l'Union soviétique, qui pouvait [ordonner au peuple](#) de venir « aider ». Dans un pays libéral et capitaliste comme le Japon, comment voudriez vous embaucher 800 000 personnes pour faire un sarcophage autour de trois réacteurs ?

Serait-ce souhaitable ?

On ne peut pas exiger cela...



Élimination des sangliers contaminés autour de la ville irradiée désertée de Namie, photo Toru Hanai

—
Y a-t-il eu des études effectuées sur la faune et la flore autour de Fukushima ?

« *Le risque zéro n'existe pas* », entend-on chez tous les officiels des organisations internationales. Il y a des scientifiques qui ont apporté la preuves de malformations dans les gènes de plantes, de papillons, d'animaux — de même qu'à Tchernobyl, dont il existe des études poussées. Celles-ci devraient être reconnues internationalement mais le lobby nucléaire domine le débat et affirme qu'il n'y a pas de victimes de la radioactivité. C'est le discours qu'on entend au Japon.

Vous êtes impliqué dans l'organisation du Forum social antinucléaire : c'est en effet assez rare que soient réunis au même endroit différents acteurs sur ces questions...

Dans l'opinion générale de la population française et japonaise, il est dit que c'est une question purement scientifique et technique, une affaire de changement de cap énergétique. Mais, je le redis, la question du nucléaire est inséparable de la question militaire et civile. Il faut vraiment saisir le nucléaire dans sa globalité. Dès qu'il y a un accident majeur, il y a des conséquences énormes sur la santé, l'économie, la politique et la société : il faut comprendre l'ensemble des phénomènes. Pour discuter de cette globalité, il n'est pas suffisant de faire seulement une conférence antinucléaire pour parler d'un côté de la sureté nucléaire et de l'autre des déchets. Il faut parler de l'ensemble des problèmes. La structure du Forum social mondial permet d'aborder toutes les questions scientifiques, sociales, économiques et politiques : il tend à créer un réseau international afin de globaliser les contestations des populations citoyennes, des militants et des scientifiques pour dire qu'il est inacceptable de continuer avec le nucléaire.

Portrait par Cyrille Choupas, pour Ballast

Entretien réalisé aux côtés de l'équipe de Radio parleur, qui a réalisé [ce reportage](#) à Bure.
Photographie de tête en noir et blanc : *Christopher Furlong* . Autres photos : *Toru Hanai*

–

1. ↑ L'Association de soutien pour éviter l'irradiation professionnelle.
2. ↑ En 2015, le salaire horaire minimum était à Tokyo de 6,9 € et à Okinawa de 5,4 — la moyenne nationale se portant à 6,2. En 2018, le salaire mensuel moyen est de 2 161, 49 €.

(*) <https://www.revue-ballast.fr/> .

La source originale de cet article est coordination-antinucleaire-sudest.net
Copyright © [Kolin Kobayashi](#) et [Coordination anti-nucléaire Sud-Est](#), coordination-antinucleaire-sudest.net, 2018

Articles Par : [Kolin Kobayashi](#)
et [Coordination anti-nucléaire Sud-Est](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca